

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

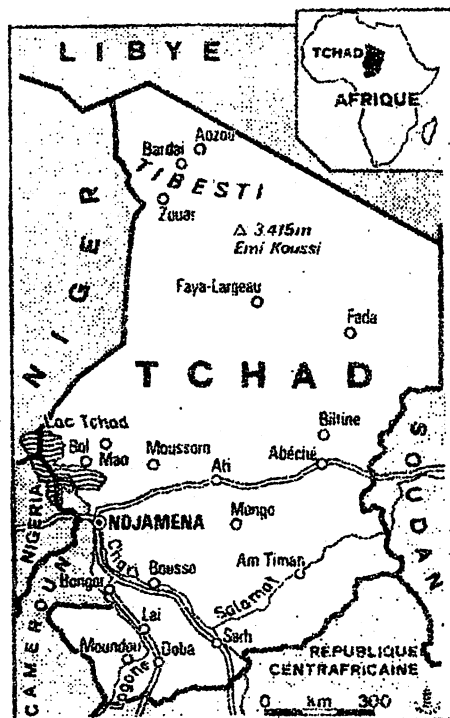
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 121 - Juillet - Août 1983

PRIX : 2 Frs

*TCHAD: Les seigneurs
de guerre continuent
leur guerre criminelle*

SOMMAIRE
AU
VERSO



éditorial

SOMMAIRE

TCHAD : LES SEIGNEURS DE GUERRE CONTINUENT LEUR GUERRE CRIMINELLE

page 2
- EDITORIAL

Depuis plusieurs jours des combats particulièrement violents et meurtriers opposent les partisans de Hissen Habré, actuellement au pouvoir, aux forces de Goukouni, dirigeant du gouvernement d'opposition installé à Bardaï.

page 3
- TCHAD :
17 ans de guerre fratricide

Faya-Largeau et Abéché, les villes les plus importantes du Nord -sans compter les petites localités comme Fada, Arada, Oum-Chalouba- sont tombées aux mains de "l'Armée Nationale de Libération" (ANL) de Goukouni. Le dictateur Habré ne semble plus faire le poids devant les armées réunies des autres candidats à la dictature, Goukouni (FAP), Kamougué (FAT), et Acheik Ibn Oumar (CDR). Il crie au secours après la chute de Faya-Largeau le 24 juin.

page 4
- SENEGAL :
les travailleurs du phosphate font respecter leurs droits

Sous le fallacieux prétexte que l'armée libyenne intervient au Tchad, le chef de file de l'impérialisme français, Mitterrand a envoyé à Habré, son protégé, des tonnes d'armes et de munitions. Des "conseillers" militaires français sont dépêchés à N'Djaména pour réorganiser l'armée gouvernementale et initier les soldats au maniement de certaines armes ultra-modernes. Sous l'ordre de l'impérialisme franco-américain, 250 parachutistes zaïrois ont été dépêchés par le sanguinaire Mobutu à N'Djaména pour prêter main forte à Habré. mais cela n'a pas empêché la prise de nouvelles villes par les forces rivales.

page 5
- MALI :
mesures démagogiques à l'occasion du Ramadan

Le gouvernement français qui se refuse pour le moment à intervenir directement dans le "sablier" tchadien cherche à y envoyer d'autres troupes africaines. On parle avec insistance du Maroc et de l'Egypte.

- MAURITANIE :
5 ans de dictature des galonnés

Des centaines, voire des milliers d'hommes et de femmes fuient les combats dans la confusion la plus totale. La puissance de feu déployée de part et d'autre par les belligérants sème la mort parmi les populations partout où il y a des combats.

page 6
- COTE D'IVOIRE
démocratie à la Houphouët

L'impérialisme, surtout français est le principal responsable des massacres. Tour à tour il a armé les bras de Goukouni et Hissen Habré dans le but de la défense des intérêts des capitalistes.

page 7
- IMMIGRATION :
halte aux crimes racistes !

Mais les seigneurs de guerre, avides d'un pouvoir sans partage, n'hésitent pas à mettre le pays à feu et à sang. Goukouni et ses alliés cherchent maintenant à prendre la capitale. Or là se trouvent stockées une quantité considérable d'armes livrées par le gouvernement français. Habré peut donc s'en servir. L'armée zaïroise s'y trouve également et peut s'engager aux côtés de Habré. Les combats, s'ils avaient lieu dans la capitale, risqueraient d'être plus meurtriers.

page 8/9
- LA FAMINE EN AFRIQUE :
reflet d'une société inhumaine

Ces seigneurs de guerre responsables du chaos à l'intérieur du pays devront un jour répondre de leurs massacres.

ABONNEMENTS

FRANCE : 1 an
pli ouvert : 24 F
pli fermé : 48 F

A D R E S S E

voir encadré p 9

** ** *

** ** *

** **

**

**

TCHAD : 17 ans de guerre fratricide.

La guerre civile qui ensanglante aujourd'hui le Tchad dure depuis près de 17 ans. A l'origine les éleveurs de Mangalmé, village situé au Nord entrèrent en 1965 en rébellion contre le pouvoir en place dirigé à l'époque par un président originaire du Sud, Tombalbaye. Ils s'élevaient contre les exactions commises par les commis du pouvoir qui, outre les châtiments corporels humiliants, prélevaient abusivement les impôts par tête et les diverses taxes sur le bétail pour leur propre compte.

Cette révolte spontanée au départ fut par la suite encadrée par une organisation nationaliste bourgeoise, le Frolinat, créé en juin 1966. Tombalbaye, incapable d'enrayer cette révolte, fit appel en avril 1969 à l'impérialisme français qui lui envoyait des soldats français ; mais cette armée d'occupation ne put mettre fin à cette rébellion.

Cependant des querelles internes au Frolinat éclatèrent au grand jour. Habré, agent de l'impérialisme, alors adjoint de Goukouni, réussit à rallier une partie des troupes après la rupture. C'est cette troupe fidèle à Habré qui "composa" avec Malloum, après que ce dernier, par un coup d'Etat en avril 1975, eût mis fin au règne de Tombalbaye. Malloum à son tour ne réussit pas à mettre un terme à la rébellion et en 1979, son propre premier ministre Habré, aidé par Giscard, réussit à prendre militairement le pouvoir.

Ce fut la sanglante bataille de N'Djaména en février 1979 et l'exode massif des populations vers le Sud du pays. Habré sera chassé à son tour du pouvoir. En 1980, un gouvernement issu des accords de Lagos a réuni toutes les factions, y comprises celles du Frolinat. Mais Habré a rompu ces accords pour s'emparer du pouvoir par un coup de force. Face aux autres tendances appuyées par des troupes libyennes, Habré échoua dans la guerre qu'il a provoquée. Il prit la fuite avec le reste de sa troupe. Il réorganisa son armée et profitant de l'aide de l'impérialisme américain par l'intermédiaire de l'Egypte et du Soudan, profitant aussi de l'attitude bienveillante de la France, et surtout des luttes intestines entre les factions au pouvoir, il reprit le pouvoir en juin 1982.

Aujourd'hui ce pouvoir est à nouveau menacé par les mêmes Goukouni et compagnies. La France, comme dit Mitterrand, qui "traite avec les Etats et non les hommes", pourrait fort bien s'entendre avec Goukouni si celui-ci reprenait le pouvoir. Ce qui intéresse le représentant de l'impérialisme français, c'est la stabilité politique pour que les capitalistes exploitent en toute quiétude. Peu importe en fin de compte si c'est Habré ou Goukouni qui arrive à confisquer le pouvoir à N'Djaména. Les pays impérialistes déplorent du bout des lèvres la situation au Tchad, mais au fond peu leur importe les morts provoquées par la guerre ou les milliers de sans abris obligés de se réfugier dans les pays voisins. Ce qui compte c'est avant tout leurs intérêts capitalistes.

Ils sont prêts à livrer des armes à leurs valets quand le pouvoir de ceux-ci est menacé en Afrique ou ailleurs. Dans le même temps, pour venir en aide aux victimes de la guerre sur le plan alimentaire, c'est tout un problème ; l'aide tarde généralement à venir parce que cela ne profite pas beaucoup aux capitalistes.

*** *** *** *** *** ***

*** *** *** ***

*** ***

SENEGAL : Les travailleurs du phosphate font respecter leurs droits.

Une grève de 25 jours a paralysé durant le mois de juin, les deux principales usines de phosphate du Sénégal. Il s'agit des usines de Taïba et de Lam Lam, dans la région de Thiès. Les ouvriers se sont mis en grève dès le 2 juin, pour exiger la satisfaction d'un certain nombre de revendications dont le respect des conventions collectives et de la plate forme revendicative des travailleurs par la direction des deux usines. L'usine de Taïba et celle de Lam Lam ont la même direction.

Les ouvriers avaient d'autres griefs. En effet au sein des entreprises, tout était lié à l'arbitraire patronal. Les cumuls de fonction étaient monnaie courante. Un ouvrier qui assurait par exemple un intérim sur un poste de catégorie supérieure, s'il gardait définitivement le poste, n'était pas sûr d'être reclassé.

Au niveau des oeuvres sociales, c'était le même arbitraire. Les travailleurs disposent d'une coopérative qui s'occupe de la distribution des vivres, à un prix abordable. En bien la direction des phosphates impose son propre groupement d'achat, éliminant ainsi la coopérative des travailleurs. Il existe des cars pour assurer le transport des ouvriers. Mais ils sont si vieux, si mal entretenus que leur utilisation devient dangereuse pour les travailleurs. Dans le même temps les ouvriers voient que des voitures luxueuses sont mises à la disposition des hauts cadres. Ces derniers bénéficient même de belles routes conduisant à la plage, et bien entretenues.

Il y a aussi un système de prêts pour les employés des phosphates. Les ouvriers ont droit à un maximum de 13 500 FCFA alors que les cadres peuvent emprunter jusqu'à 13 millions de F CFA. Pour les ouvriers c'est vraiment une injustice car ils estiment que c'est de leur travail que les usines font les bénéfices.

C'est donc pour exiger que leurs conditions changent au sein des entreprises que les ouvriers se sont mis en grève. La seule réponse de la direction a été le licenciement de tous les délégués de personnel et de leurs suppléants. L'inspecteur régional du travail, sollicité par les travailleurs, a trouvé que la grève était politique et que ces derniers étaient manipulés.

En tous les cas, manipulés ou pas, les ouvriers ont continué leur lutte. Après 25 jours de grève et devant leur détermination, le gouvernement a dû intervenir. Et ce d'autant plus qu'avec un chiffre d'affaires de 8 milliards de F CFA, les phosphates constituent une importante source de revenus pour le Sénégal.

C'est donc sous la direction du ministre de la fonction publique entouré du secrétaire d'Etat à l'emploi et de hauts fonctionnaires, que les négociations se sont engagées entre la direction des phosphates et les ouvriers. Ceux qui ont été licenciés ont tous été réintégrés. La reprise du travail a été annoncée, les ouvriers ayant obtenu la promesse que tous les différents seront réglés sous le patronage du ministère du travail.

Ces 25 jours de grève auront montré à tout ce beau monde ce que deviennent les entreprises quand les ouvriers arrêtent le travail.

MALI: mesures démagogiques à l'occasion du ramadan!

Le 18 juin dernier le gouvernement malien et son parti unique l'UDPM (Union Démocratique du Peuple Malien) ont décidé de fermer tous les bars et les boîtes de nuit pendant la période du Ramadan.

Voici le commentaire de l'Essor, journal du gouvernement de Moussa Traoré ; " Le parti et son secrétaire général n'ont fait qu'écouter ce grand coeur qui bat ; les mesures édictées par le parti sont celles-là mêmes que le peuple attendait depuis longtemps déjà. Il est impensable qu'au moment où les mosquées et les rues de nos villes et villages vibrent du nom d'Allah, au moment même où les coeurs sont gonflés des enseignements d'Abraham, de Moïse, de Jesus et de Mohamed, il est impensable disons-nous que le champagne et le whisky coulent à grands flots, que les lueurs de jouissances et la dégradation des moeurs croissent et fleurissent !".

Décidément les militaires au pouvoir ne savent plus sur quel pied danser. Ils cherchent tout ce qui peut faire parler d'eux ! Moussa Traoré et son régime à la solde de l'impérialisme français ont pris sûrement cette mesure pour faire plaisir à tous les marabouts réactionnaires du Mali, mais aussi peut-être pour faire plaisir aux régimes arabes réactionnaires comme l'Arabie Saoudite ou la Libye du colonel Khadafi. Car ces deux régimes ont non seulement une présence active au Mali par l'intermédiaire de leurs consulats et centre culturel, mais ils sont aussi parmi les premiers bailleurs de fonds du gouvernement de Bamako.

C'est par exemple la Libye qui a fourni les fonds pour la construction de la "Radio-Télévision Malienne" en cours de réalisation, à moins que les fonds ne soient détournés une fois de plus par Traoré et ses sous-fifres. Quant aux dirigeants de Riad, c'est eux qui ont donné plusieurs milliards de francs maliens non pas pour creuser des puits ou réaliser des irrigations, mais pour construire des mosquées, par exemple la grande mosquée de Bamako.

Mais de toutes manières les mesures prises par le régime ne changent pas grand chose car les bouteilles de champagne et whisky ne sont pas consommées par le petit peuple ; et puis ce n'est pas seulement dans les bars et les boîtes de nuit qu'elles sont consommées, mais dans les villas des quartiers résidentiels de Bamako comme Koulouba. Traoré et son régime veulent simplement faire de la publicité en leur faveur. Le général-président pourra ainsi se faire accueillir à la grande mosquée lors de la fête de l'Aïd-El-Sakhir, comme un grand musulman et recevoir par la même occasion les salamalecs de la population venue en nombre prier à l'occasion de la fin du Ramadan.

MAURITANIE: 5 ans de dictature des galonnés

C'est le 10 juillet 1978 que Mooktar Ould Daddah fut renversé par le régime militaire. Ce dernier s'engagea à mettre fin à la guerre criminelle du Sahara que l'ancien régime féodal avait commencée. Cette promesse était tenue mais non sans mal car il a fallu un combat sans merci au sein de l'appareil d'Etat entre les pro-marocains qui voulaient continuer la guerre et les pro algériens qui se prononçaient contre celle-ci.

Enfin Khouna Ould Haïdallah devient l'homme fort du régime après avoir éliminé Ould Saleck. Trois mesures furent prises par le nouveau dictateur : le retrait de toutes les forces militaires engagées dans la guerre du Sahara, l'abolition de l'esclavage, car la Mauritanie est un Etat multiracial. Il y a en effet des Bedani blancs (arabes berbères) des bedani noirs (haratines) et aussi des négro-africains.

Depuis l'arrivée des militaires au pouvoir, la ségrégation raciale pratiquée par l'ancien régime continue dans les faits. Cela se manifeste surtout dans l'administration. Les postes-clés de l'appareil d'Etat sont détenus par les Bedani arabes berbères. Les noirs sont condamnés à être considérés comme citoyens de seconde zone. Ce ne sont pas la présence de quelques ministres noirs dans le gouvernement qui contredira cette discrimination.

Le gouvernement prétend abolir l'esclavage. Parlons-en! Les féodaux nomades pratiquent tous l'esclavage et cela, les dirigeants du régime le savent très bien car ce sont leurs frères et cousins qui oppriment les haratines. Ceux-ci continuent de garder gratuitement leurs troupeaux de vaches, chèvres ou mouton. Cet esclavage domestique n'est pas prêt de disparaître car il ne suffit pas de pondre une circulaire pour faire cesser des habitudes qui datent de centaines d'années.

D'ailleurs les haratines ont compris cela, surtout dans l'intelligentsia, parce que c'est dans ce milieu qu'est né le mouvement des haratines qui lutte contre la ségrégation dont ils sont victimes.

Si les militaires ont osé prendre ces deux décisions, contrairement à l'ancien régime, c'est-à-dire mettre fin à la guerre du Sahara et l'abolition de l'esclavage, ils ont pondé une autre loi ultra-réactionnaire basée sur la charia qui consiste à pratiquer ce qu'on appelle en arabe "yadine bi yadine, ousnone bi ousnone" ; c'est à dire que si tu coupes le bras à autrui on te coupera le bras ; si tu tues, on te tue aussi. C'est cette loi réactionnaire qu'applique le régime de Nouackchott. Tous les jours ce sont les petites gens de la capitale qui tombent sous le coup de cette loi. Par exemple il existe dans Nouackchott même un hôpital aménagé pour couper le bras des petits voleurs.

Bien sûr ceux qui détournent les fonds publics ne sont pas considérés comme des voleurs. Ceux qui pillent les richesses minières du pays ne sont pas non plus considérés comme des voleurs. Mais pour tous ces gens-là, ce serait non pas des bras à couper, mais le pouvoir politique à arracher de leurs mains.

*** 000 *** 000 *** 000 ***

CÔTE D'IVOIRE

DEMOCRATIE A LA HOUPHOUËT

On s'en souvient, la grève des enseignants de Côte d'Ivoire, en mai dernier avait conduit à une sorte de remaniement ministériel. Le ministre de l'Education Nationale, Akoto Yao, usé par plus de 10 ans de pouvoir, a dû céder la place à un autre. Eh bien ce dernier, Balla Kéita, vient d'annoncer la couleur.

Un récent numéro du "Canard Enchaîné" hebdomadaire français, reproduit un document bien significatif. Il y est écrit que le nouveau ministre, après une rencontre avec les différents chefs d'établissements ivoiriens, a décidé ceci : les enseignants, en faisant grève auraient déconsidéré leur profession. En conséquence ils doivent tous affirmer clairement ; ou bien ils sont militants du PDCI, parti unique au pouvoir, ou bien ils ne le sont pas. Il est vrai que tout fonctionnaire cotise obligatoirement au parti en Côte d'Ivoire. Mais le gouvernement semble décidé à faire la chasse aux enseignants contestataires.

La circulaire précise aussi que toute réunion dans les salles de professeurs est interdite, sauf s'il y a accord du chef d'établissement. De même il est interdit aux enseignants de critiquer le régime, sous peine de poursuites judiciaires. Enfin, tous les lycées et collèges de Côte d'Ivoire deviennent des sous-sections du parti au pouvoir.

On ne sait pas si ces mesures changeront grand-chose dans la situation politique en Côte d'Ivoire. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il apparaît de plus en plus clairement que Houphouët ne sait plus quoi inventer pour renforcer son régime.

000 111 000 111 000

IMMIGRATION

halte aux crimes racistes

Ces derniers temps, les "faits divers" concernant les actes de violences anti-immigrés sont devenus assez fréquents. On apprend un jour qu'un jeune maghrébin est mort dans une bagarre à Meudon ; un autre jour on nous parle de la cité des Minguettes (dans la banlieue de Lyon) où des jeunes immigrés sont en conflit avec les policiers. Tout dernièrement c'est un très jeune algérien de dix ans qui a été tué par balle à la Courneuve parce qu'il s'amusait avec des pétards. Le 9 juillet encore c'est un antillais qui a été tué par des racistes soit-disant qu'il avait uriné sur leur voiture. Pour ces deux meurtres, les assassins courent toujours.

Ces différents crimes racistes dénotent un certain climat d'insécurité grandissante qui inquiète à juste titre les travailleurs immigrés. Il n'y a bien sûr rien de spécialement nouveau dans ces actes de violence anti-immigrés. Ce sont-là des choses que les travailleurs immigrés connaissent depuis bien longtemps. La plupart du temps, les racistes en question ne sont même pas inquiétés. Souvent la police est de mêche avec eux, quand certains agents de la police ne participent pas eux-mêmes à des "ratonnades".

Mais dans la période actuelle où l'on vit une crise économique, où il y a plus de deux millions de chômeurs, les immigrés peuvent devenir des boucs-émissaires. Tous les fascistes et les réactionnaires racistes peuvent profiter de l'occasion pour désigner les travailleurs étrangers comme responsables de l'insécurité, des vols, des vols etc.

Jusqu'à présent, même si l'extrême droite agit dans ce sens, elle n'a pas encore réussi à généraliser le climat anti-immigré dans ce sens-là. Mais la situation est inquiétante pour les étrangers d'autant plus que le gouvernement joue lui aussi le jeu des racistes en faisant des discours anti-immigrés. Dans certaines municipalités, comme à Marseille par exemple, on a vu Deferre, le candidat de la gauche tenir des propos anti-immigrés pour gagner quelques voix de plus lors des élections municipales. On a aussi entendu le premier ministre Mauroy attaquer les travailleurs immigrés lors de la grève chez Citroën. Quant à la police, elle est toujours la même, gangrenée de racisme.

Alors, dans une telle situation, les travailleurs immigrés ont mille raisons de s'inquiéter et d'être vigilants. Ils ne peuvent pas compter sur le gouvernement ni sur sa police pour les protéger contre les racistes.

Dans ce climat de violence raciste, ce ne sont pas seulement les travailleurs immigrés qui sont mis en cause. En s'attaquant aux travailleurs immigrés, les fascistes s'en prennent à toute la classe ouvrière. Ils essaient de la diviser pour mieux la combattre. Et ce n'est qu'en y opposant une riposte commune et en agissant de façon déterminée que les travailleurs pourront faire face à la montée du racisme.

LA FAMINE EN AFRIQUE

Reflet d'une société inhumaine.

La FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) vient de publier un rapport alarmant pour nos pays. Selon ce rapport, sur toute l'étendue de l'Afrique, de l'Ouest du Sahara jusqu'en Afrique Australe, la production alimentaire a diminué au moins de moitié en 10 ans. Résultat, la disette menace des millions d'africains.

Ainsi, au Nord du Sahara, les réservoirs d'eau naturelle (eau de pluie, nappe souterraine) du Maroc sont tombés au dessous du niveau critique. S'il ne pleuvait pas bientôt, la situation serait grave. Dans le Nord du Mali, le bétail (une des principales sources de revenus du pays) est gravement touché. Le gouvernement malien a même lancé un appel à l'aide internationale, car la disette menace les populations.

En Afrique Occidentale, sous l'action conjuguée de l'harmattan, vent venu du désert et de la sécheresse, exceptionnelle cette année, de vastes étendues de forêts ont brûlé, bouleversant la production agricole du Ghana, du Togo, du Mali et de la Côte d'Ivoire. Au Ghana par exemple, la situation alimentaire s'est d'autant plus aggravée que le pays a dû accueillir un million d'expulsés du Nigéria, en pleine période de pénurie.

La sécheresse n'épargne pas non plus les autres régions de l'Afrique. En Ethiopie, le pays connaît une de ses plus terribles sécheresses depuis 10 ans. Le gouvernement évalue à plus de trois millions, ceux qui ont un besoin urgent de secours alimentaire. Même en République Sud-Africaine, la sécheresse fait des ravages. La récolte de maïs y est pratiquement anéantie, le bétail décimé. Ne parlons pas du Zimbabwe ou du Mozambique, pays dont la production agricole a été presque anéantie. C'est donc toute l'Afrique des régions jusque là privilégiées aux régions habituellement arides, qui est menacée par la famine.

Alors, face à cette situation, que se passe-t-il ? Les gouvernements africains incapables de résoudre quelque problème que ce soit, attendent ou en appellent à l'aide internationale. Cette aide existe bien sûr. Mais comment est-elle organisée ? Des organismes internationaux, des gouvernements envoient des aides. Mais celles-ci sont acheminées au meilleur des cas jusqu'à la capitale du pays demandeur ou dans un port. Le reste est à la charge du gouvernement local. Or comme il y a peu de moyens en général, soit l'aide n'arrive pas à destination, soit elle est détournée. On a même vu des tonnes de blé et de maïs pourrir dans les ports de Djibouti et Dakar, faute de moyens d'acheminement.

Il existe aussi un Conseil Mondial de l'Alimentation. Ce Conseil qui regroupe 36 pays tant d'Europe, d'Amérique, d'Asie que d'Afrique, tient souvent des réunions. Vers la fin du mois de juin d'ailleurs, le rapport de la FAO était déjà connu quand ce Conseil siégeait à New-York. Seulement si les différents ministres présents ont versé des larmes de crocodile sur les misères alimentaires du Tiers-Monde, aucun n'a proposé de solution concrète.

Bien évidemment la sécheresse est un fléau naturel. Et ce fléau est en partie responsable du risque actuel de disette en Afrique. Mais que l'Afrique qui, il y a 20 ans, se suffisait à elle même sur le plan alimentaire en arrive, de nos jours, à doubler ses importations de céréales, ce n'est pas le fait du hasard. Si l'africain moyen dispose aujourd'hui de moins de vivres qu'il y a 10 ans, ce n'est pas par hasard.

Du fait de la domination impérialiste sur nos pays, les cultures vivrières qui assuraient les besoins des populations ont été progressivement remplacées par les cultures d'exportation : thé, café, cacao, canne-à-sucre, arachide etc... Tous les efforts des trusts de l'agro-alimentaire tendent à l'extension de ces cultures, au détriment de la culture du riz, du mil, du manioc ou de la banane plantin par exemple. Alors, il suffit parfois d'un petit retard des pluies pour rompre le fragile équilibre, ou pour

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.